

# Cédric Passard : « Les sciences sociales travaillent contre les prénotions là où l'idéologie, elle, les érige en dogmes »

Cédric Passard est politiste. Après avoir enseigné quelques années comme professeur de Sciences économiques et sociales au Lycée Joliot-Curie d'Hirson, il a réalisé une grande partie de sa carrière à Sciences Po Lille. Il y co-dirige depuis de nombreuses années la préparation à l'agrégation de Sciences économiques et sociales. Longtemps rattaché, dans le cadre de ses activités de recherches, au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps), il vient d'être nommé à l'université Jean Moulin Lyon 3 et de rejoindre le laboratoire Triangle, après avoir été reçu au concours de professeur des universités. Il a notamment publié *L'Âge d'or du pamphlet 1868-1898* (2015), ouvrage issu de sa thèse (dirigée par Michel Hastings), et dirigé plus récemment l'ouvrage collectif *Les usages politiques de l'insulte* (2024). En tant que membre du comité éditorial de la revue *Mots. Les langages du politique*, puis en tant que co-directeur de celle-ci, il a initié plusieurs de ses numéros : « La République au-delà du slogan » (n° 133, 2023) ; « Les mots des guerres culturelles » (n° 136, 2024). Ses travaux de recherche portent principalement sur la socio-histoire des pratiques discursives en politique (le pamphlet, la satire, l'insulte, la dystopie, etc.). Ses analyses, très largement centrées sur les formes du discours politique et sur la manière dont elles structurent la participation politique, touchent à des aspects essentiels de la question démocratique. Il s'agit en effet d'observer en quoi les transformations du discours politique participent de la construction de diverses mutations politiques des sociétés et en quoi celles-ci, en retour, peuvent faire évoluer les formes de la parole politique. Les ressorts de la censure, l'évolution des contours de la « liberté d'expression » et les modalités de son instrumentalisation à l'extrême-droite de l'échiquier politique font ainsi partie des problématiques qu'il a travaillées au cours de ses recherches. L'occasion, pour RessourSES, de l'interroger dans le cadre de ce dossier.

Anne-Sophie Decroes  
Professeure de  
SES

David Descamps  
Professeur de  
SES, docteur en  
sociologie

Agathe Foudi  
Professeure de  
SES, doctorante  
en sciences  
politiques

## 1) Tout d'abord, pouvez-vous nous expliquer comment l'intérêt pour des objets tels que le pamphlet ou la satire vous est venu ? Pensez-vous qu'il y a un intérêt scientifique spécifique à étudier en science politique des pratiques discursives en marge des formes légitimes ?

Lorsque j'étais étudiant, j'ai été assez surpris d'apprendre presque par hasard, lors d'un cours, que Jules Ferry, que l'on associe aujourd'hui à l'école gratuite et laïque, avait été, de son vivant, l'un des personnages politiques les plus honnis de son temps. Sans doute cela m'a-t-il d'autant plus marqué et intrigué que je suis moi-même un produit de l'école publique et que je me destinais à devenir enseignant... Comme j'aimais beaucoup l'histoire, j'ai voulu en savoir plus, et j'ai logiquement consacré mon premier mémoire de recherche aux pamphlets, caricatures et satires qui prenaient Ferry pour cible. Ce qui m'a d'abord attiré, c'est l'énergie de ces textes et de ces images, leur inventivité formelle, leur usage délibéré de la transgression. Il y avait là quelque chose d'assez amusant, voire ludique, mais j'ai découvert rapidement qu'il s'agissait aussi souvent d'une littérature de haine pouvant inciter à la violence. Les rares travaux existants à l'époque sur ces corpus (je pense particulièrement à *La parole pamphlétaire* de Marc Angenot qui a été pour moi une lecture décisive) l'abordaient surtout sous un angle littéraire. J'ai souhaité, pour ma part, appréhender ces objets en politiste.

J'ai donc décidé de consacrer mon travail de thèse en science politique à interroger la manière dont ces pamphlets avaient pu contribuer à mettre en place les règles du débat politique et à politiser la société française à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ma thèse montre ainsi comment les pamphlets se font alors les supports d'une forme de politisation émotionnelle, agonistique, souvent antipoliticienne, parfois conspirationniste, très différente des modalités civiques de politisation (notamment à travers l'école et les acteurs institutionnels) plus classiquement étudiées par les historiens et les politistes.

Il ne s'agissait évidemment pas, pour moi, d'adopter une posture de réhabilitation ou de valorisation (ni d'ailleurs de dévalorisation) de ces formes radicales et fréquemment ordurières de discours. Mais bien plutôt de considérer, dans une perspective de sociologie historique du politique, que ce qui est jugé mineur ou illégitime peut être riche d'enseignements sur la manière dont une société débat, proteste, se politise. En ce sens, ma démarche rejoint les perspectives issues des *cultural studies* et du renouvellement de l'histoire intellectuelle<sup>[1]</sup>, mais s'inscrit également dans une filiation plus large. Je pense en particulier à Michel Foucault qui a montré combien les discours disqualifiés peuvent, si on les examine avec rigueur, déplacer notre regard sur les rapports de pouvoir. Étudier le pamphlet, c'est questionner les formes d'énonciation politique qui sont tolérées, valorisées, ou au contraire interdites, reléguées. C'est se demander comment une société construit les frontières de ce qu'elle juge dicible et acceptable dans l'espace public. Le pamphlet politique, comme la satire, constitue en ce sens une épreuve de vérité. Il teste les seuils de tolérance verbale, bouscule les formes convenues et peut, selon les cas, faire progresser la liberté ou servir de relais à des logiques de stigmatisation et d'exclusion.

Depuis la thèse, j'ai poursuivi l'exploration de ces objets dans une perspective plus contemporaine, en m'attachant notamment aux usages politiques de la satire et de l'insulte aujourd'hui et aux controverses autour de la liberté d'expression, ou encore à la vogue actuelle pour la dystopie, un genre dont le succès n'est pas sans lien avec les incertitudes politiques de notre époque. Sans chercher l'originalité pour elle-même, je me suis ainsi tourné vers des objets souvent considérés comme marginaux voire « ignobles » (au sens où ils sont dépourvus de noblesse). Ils relèvent en effet de façons de dire et de faire de la politique en dehors des canaux habituels ou dominants. En les prenant au sérieux, j'ai voulu à la fois faire apparaître le politique là où on ne le regarde pas toujours et interroger les formes que prend son expression lorsque les normes de civilité ou les conventions de langage sont ébranlées, sinon transgressées. D'une certaine manière, c'est toujours la même question qui m'anime : celle de l'« ordre du discours » politique (Foucault, 1971), des conditions langagières du politique autrement dit. Car la politique passe aussi et peut-être surtout par des mots, des styles, des affects, des récits. Et ces récits ne circulent pas seulement dans les discours officiels ou dans les programmes électoraux, ils circulent aussi dans la fiction, dans les tracts, les slogans de manif ou les tweets rageurs. Ces manières de dire sont à considérer autant que le contenu même de ce qui est dit ou que les propriétés des acteurs qui les portent. Il y a là, pour la science politique, un champ d'étude sans doute encore trop peu exploré, en France à tout le moins. Or, travailler sur ces objets (socialement et académiquement) « déclassés », c'est une façon de renouveler nos outils analytiques, mais aussi d'affiner et d'élargir notre compréhension du politique.

**2) Dans *L'Âge d'or du pamphlet*, vous montrez que les pamphlétaires ont rempli un rôle ambivalent concernant la transformation démocratique de la société française à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. D'un côté, vous faites valoir qu'ils ont contribué à l'usage d'une liberté relativement nouvelle – la liberté d'expression –, considérée aujourd'hui comme inséparable des régimes démocratiques, mais d'un autre, que l'usage qu'ils en ont fait a contribué à disqualifier la politique démocratique. Comment est-ce possible ? Pouvez-vous nous éclairer sur cette ambivalence ?**

Ce que j'ai effectivement montré dans *L'Âge d'or du pamphlet*, c'est que dans les premières décennies de la Troisième République, les pamphlétaires, bien qu'ils soient des figures souvent décriées, ont contribué, de manière paradoxale, à la structuration de l'espace public moderne. Ils incarnent, à leur manière, la vitalité conflictuelle d'une démocratie en construction.

D'un côté, ils participent à une démocratisation relative du débat public. Leur essor accompagne la transformation profonde du régime d'expression politique en France avec l'assouplissement progressif du régime de censure à partir de la fin du Second Empire, puis la consécration de la liberté de la presse en 1881. Le pamphlet contribue ainsi à installer, de manière outrée, un certain pluralisme dans l'espace public, en faisant entendre des voix dissidentes, en donnant la parole à des auteurs souvent situés en dehors des cercles institutionnels. Il touche aussi un public élargi, bien au-delà des cénacles littéraires ou parlementaires. En cela, il a joué un rôle d'acculturation politique, en familiarisant ses lecteurs avec les grands enjeux de l'époque.

Mais, d'un autre côté, cette politisation ne passe pas par les voies classiques de la pédagogie

[1] Je me permets de renvoyer ici au manuel que j'ai dirigé aux éditions Atlande : Passard, 2024.

civique : elle repose avant tout sur l'indignation, la dénonciation voire la stigmatisation. De ce point de vue, les pamphlétaires n'œuvrent pas à la consolidation de l'espace public rationnel, tel que l'envisageait un auteur comme Jürgen Habermas (Habermas, 1962). La politique leur apparaît non comme un espace de délibération, mais comme une scène de manœuvres et de duplicité. Ils alimentent en effet un imaginaire politique saturé de suspicion, peuplé de trahisons, de complots, de corruptions. À ce titre, ils jouent un rôle crucial dans la mise en scandale de la vie politique et agissent comme des entrepreneurs de morale, révélant, ou prétendant révéler, les turpitudes cachées du pouvoir, dénonçant l'imposture supposée des élites. S'ils peuvent exercer par là-même un contre-pouvoir, ils peuvent aussi amener à disqualifier la politique démocratique en ridiculisant et en conspuant ses acteurs, en se faisant souvent les porteurs d'idéologies haineuses et de programmes ouvertement contraires aux principes républicains et humanistes. De fait, certains pamphlétaires ont mis cette liberté nouvelle au service de la haine. Le journal antisémite de Drumont s'intitule d'ailleurs *La Libre Parole*, et son sous-titre est « La France aux Français »...

Les pamphlétaires, en testant les limites du dicible, ont cependant aussi contribué à les construire. Leur virulence a conduit les institutions politiques et judiciaires à fixer des bornes voire à tenter de civiliser les mœurs discursives. En effet, cette violence verbale a inquiété les autorités républicaines qui, dès les années 1890, dans un contexte de tensions sociales, d'attentats anarchistes et de déferlement antisémite, ont renforcé l'arsenal juridique contre les « crimes de parole ». On assiste alors à une tentative d'encadrement du discours public, de normalisation des expressions politiques les plus violentes, dans le but de contenir les débordements du nouveau régime de liberté d'expression.

Pris dans cette dialectique entre contestation et régulation, entre libération de la parole et canalisation de ses effets, les pamphlétaires me sont apparus en définitive comme des figures ambivalentes de la transition démocratique, occupant dans cette histoire une place à la fois marginale et structurante. Mais les questions qu'ils soulevaient à l'époque ne relèvent pas seulement du passé, elles restent très actuelles, dans un contexte où la liberté d'expression est aujourd'hui régulièrement invoquée, voire instrumentalisée, pour légitimer des paroles racistes, sexistes ou homophobes. L'extrême droite, en particulier, se réclame souvent de cette liberté pour défendre des propos discriminants ou haineux, sous couvert d'insolence, de transgression ou de refus du politiquement correct. On retrouve là un usage stratégique de la liberté d'expression, non pour nourrir le débat démocratique, mais pour en saper les fondements pluralistes au nom même des principes qu'elle prétend défendre.

### **3) Dans vos recherches, vous semblez vous être bien davantage centré sur les idéologues d'extrême droite que sur les autres. Y a-t-il une raison particulière à cela ?**

Il est vrai que mes recherches m'ont conduit à accorder une attention soutenue aux discours d'extrême droite et à leurs auteurs. Ce n'était pourtant pas un choix initial. J'ai commencé à travailler sur le pamphlet sans *a priori* idéologique, en m'intéressant aussi bien aux pamphlétaires anarchistes, socialistes ou anticléricaux qu'aux figures situées à l'autre extrémité du spectre politique. Ce qui m'avait frappé, c'était précisément la diversité politique de ce genre à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que Marc Angenot en avait souligné le penchant réactionnaire. Mais si l'extrême droite occupe aujourd'hui une place importante dans mes recherches, c'est en effet d'abord parce qu'elle a été historiquement l'un des creusets privilégiés de la parole pamphlétaire. Il existe une affinité particulière entre une vision du monde qui valorise l'hostilité, la pureté, l'exclusion, et un style discursif fondé sur la dénonciation, la colère, la mise en accusation. Dès les années 1880, ce sont bien souvent des acteurs proches de la droite radicale, nationaliste, monarchiste et/ou antisémite (comme Édouard Drumont ou Henri Rochefort), quoique parfois venus de la gauche, qui investissent ainsi le genre pamphlétaire avec une force particulière et un succès incroyable. Ce lien se renforce encore dans les années 1930, avec toute une génération d'écrivains fascisants ou proches des ligues, pour qui le pamphlet devient un véritable instrument de combat idéologique.

Quand on s'intéresse, comme je le fais, à des formes non conventionnelles d'expression politique (insultes, récits conspirationnistes ou mises en scène apocalyptiques...), on ne peut donc faire l'économie d'une analyse des discours d'extrême droite, tant ils en constituent une zone de concentration particulièrement dense. Cela m'a conduit à étudier des trajectoires plus contemporaines comme celle de l'auteur Renaud Camus, qui a forgé l'expression de « grand remplacement » en 2010 (Leconte *et al.*, 2024). On décèle chez lui un héritage pamphlétaire

qui s'inscrit dans une tradition de dénonciation grandiloquente du déclin national et de la décadence morale. Cette posture, qui brouille volontairement les frontières entre littérature, journalisme et politique, n'est pas propre à Camus. On la retrouve, sous d'autres formes, chez des figures aussi différentes que Michel Houellebecq ou Éric Zemmour.

S'il est vrai qu'en tant que citoyen, je suis inquiet du retour en force de l'extrême droite dans l'espace public contemporain, c'est aussi ce qui me pousse, en tant que chercheur, à tenter d'en éclairer les formes discursives, les continuités historiques, les reconfigurations. Car il ne s'agit pas seulement d'un regain électoral ou médiatique, mais d'une entreprise plus vaste de conquête culturelle. Plusieurs de ces acteurs se revendiquent ainsi explicitement d'un « gramscisme de droite », assumant l'idée que la transformation politique passe par la bataille des idées, des récits, des représentations. Cette stratégie s'incarne aujourd'hui dans tout un écosystème éditorial, médiatique et intellectuel très structuré (de certaines maisons d'édition à des revues, chaînes d'information, groupes de réflexion ou écoles privées) qui participe activement à la légitimation de certains thèmes, à la construction de nouvelles normes discursives, voire à une redéfinition des frontières de l'acceptable.

Il convient donc de situer les discours d'extrême droite dans un espace intellectuel habité par des acteurs dotés de ressources, de stratégies et de styles. D'un point de vue scientifique, il ne s'agit pas de les disqualifier moralement d'emblée, ni de les pathologiser, mais de chercher à expliquer et comprendre comment ils se construisent, se diffusent et parviennent à s'imposer dans l'espace public. C'est à cette condition qu'on peut appréhender les formes contemporaines de radicalisation idéologique sans les réduire à de simples anomalies, mais en les replaçant dans une sociologie des productions discursives et des luttes pour l'hégémonie culturelle et politique.

#### **4) Concernant ces idéologues, vous avez accordé une grande attention à leur trajectoire socio-biographique et montré qu'il existe des logiques sociales les conduisant à devenir des idéologues d'extrême droite. Votre analyse de ces trajectoires vous a-t-elle amené à observer des régularités ? Existe-t-il des éléments communs à ces trajectoires sociales ?**

Oui, des régularités peuvent être identifiées, même s'il convient évidemment de les manier avec prudence, sans céder à la tentation de la généralisation abusive. Il ne s'agit pas de produire une sociologie de l'idéologue d'extrême droite comme type idéal, mais certaines configurations sociales apparaissent de manière récurrente chez les figures que j'ai étudiées, qu'il s'agisse de pamphlétaires de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ou de polémistes contemporains.

Il me semble que l'une des constantes les plus saillantes est la tension entre un capital culturel relativement élevé (des individus socialisés dans des univers lettrés, dotés de dispositions cultivées, parfois passés par les grandes institutions du savoir) et une forme de déclassement ou de relégation dans les espaces de consécration classiques : littérature, journalisme, université, ce que les travaux de Gisèle Sapiro sur les rapports entre engagement intellectuel et positionnement dans le champ littéraire ou médiatique ont d'ailleurs bien mis en évidence (Sapiro, 2018 ; Sapiro, 2013). C'est cette dissonance entre des aspirations à la reconnaissance et l'absence de consécration effective qui me semble particulièrement structurante.

Comme je l'ai montré dans *L'âge d'or du pamphlet*, le pamphlet fonctionne de manière générale comme une stratégie pour ceux qui ne parviennent pas à se faire entendre autrement. Il constitue un moyen de pallier l'absence ou l'insuffisance de capital symbolique. L'*ethos* pamphlétaire se construit ainsi sur une posture hors système, ou antisystème, qui tire argument de sa marginalité.

Cette logique est particulièrement visible chez une figure comme Édouard Drumont, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Drumont, c'est un écrivain frustré, recalé par les circuits de la légitimité littéraire, qui trouve dans l'antisémitisme un levier d'accès à la notoriété publique. Son « best-seller », *La France juive* (1886), un pamphlet de plus de 1200 pages, n'est pas seulement un texte antisémite : c'est aussi une entreprise de revanche sociale et symbolique contre les élites intellectuelles, politiques et financières. Et ce schéma, on le retrouve encore aujourd'hui. Il y a à cet égard des parallèles assez frappants entre des trajectoires comme celles de Drumont et celles d'acteurs plus contemporains comme Éric Zemmour (sur ce point, voir Noiriel, 2019) ou Renaud Camus. Dans les deux cas, l'exclusion relative ou, du moins, la frustration symbolique se transforme en instrument de guerre culturelle. Ces trajectoires illustrent une logique plus générale : celle

d'un ressentiment socialement situé, lié à l'expérience d'une certaine disqualification au sein même des élites. Ces idéologues ne sont pas des marginaux au sens strict, mais des agents en situation de marginalisation relative, confrontés à un décalage croissant entre leurs attentes et la reconnaissance effectivement reçue. Ils se réinventent alors comme voix rebelles, voire comme lanceurs d'alerte contre un supposé « système » de censure culturelle. Autrement dit, ils occupent une position relativement dominée dans le champ des dominants dont ils tirent argument pour justifier leur posture de dissidence.

Ces itinéraires ne relèvent donc pas de l'anecdote ou du hasard. Ils obéissent à des logiques structurelles qui méritent d'être pensées de manière systématique. C'est en reconstituant ces parcours, dans leurs régularités mais aussi leur singularité, que l'on peut mieux comprendre comment se forment certaines postures idéologiques et pourquoi elles trouvent parfois un écho dans le débat public contemporain.

**5) Dans le cas de Renaud Camus que vous avez étudié avec Cécile Leconte, sa construction comme idéologue d'extrême droite apparaît essentiellement liée à la trajectoire déclinante qu'il a connue dans le champ littéraire. Quelle place jouent alors les affects négatifs – ressentiment à l'égard du monde social, rancœur vis-à-vis des dominants du champ académique – dans l'émergence des idéologues d'extrême droite ?**

Les affects négatifs jouent un rôle central dans la construction des idéologues d'extrême droite. On a trop souvent tendance à analyser leurs discours uniquement à travers leurs contenus doctrinaux, leurs références ou leurs finalités politiques. Or ces discours sont aussi, et peut-être avant tout, portés par des affects puissants. C'est particulièrement net dans les trajectoires que j'ai pu étudier : le pamphlet, par exemple, est une forme d'écriture où se cristallisent une colère, une blessure, une indignation, qui ne sont pas seulement feintes, même si elles sont mises en scène ; ce sont aussi des passions bien réelles, enracinées dans des expériences sociales spécifiques.

Dans le cas de Renaud Camus, ce que nous avons montré avec Cécile Leconte, c'est que son basculement idéologique s'inscrit dans une dynamique de déclassement symbolique. Au départ, Camus est un écrivain reconnu dans certains cercles littéraires, salué pour son exigence formelle. Mais il est progressivement marginalisé. Il en vient alors à politiser cette mise à l'écart : ce n'est pas lui qui aurait trahi la littérature, mais la littérature qui se serait trahie, en abandonnant ses exigences de vérité, de style, de civilisation. Ce ressentiment, au sens que Nietzsche ou Max Scheler donnent à ce terme, devient le moteur d'une lecture du monde profondément clivée, manichéenne. Ce n'est plus simplement « moi » que l'on oublie, c'est « nous » que l'on remplace. C'est là que naît sa posture prophétique avec sa théorie du « grand remplacement ».

Mais cette trajectoire de déclassement ne suffit pas à elle seule à rendre compte de la construction idéologique de Camus. Son imaginaire politique s'enracine aussi dans une socialisation familiale ancienne, marquée par la nostalgie d'une France conservatrice, catholique, rurale, enracinée, qu'il évoque lui-même dans plusieurs livres. Ce « pays réel », opposé au « pays légal », constitue pour lui un monde perdu, dont il s'agit de restaurer l'ordre symbolique. Il y a donc en réalité chez Camus une conjonction entre une disposition idéologique préexistante, héritée d'un certain milieu, et un ressentiment biographique plus récent, lié à sa relégation dans le champ littéraire.

Le ressentiment devient ici la matrice d'une posture idéologique radicale. Il ne donne pas seulement un contenu au discours, il en légitime aussi la forme : un ton, un style, une vision du monde. On assiste alors à une esthétisation du politique, dans laquelle l'idéologie s'exprime moins par des arguments démontrables que par des affects, des images, une sensibilité. Et c'est précisément ce mode d'énonciation, affectif, imagé, plaintif, qui permet à ces discours de trouver une efficacité nouvelle dans l'espace public contemporain.

**6) Les analyses que vous avez réalisées invitent à considérer qu'il y a des affinités électives entre la « plume » et la « pensée d'extrême droite ». Les « intellectuels » de l'extrême droite sur lesquels vous avez travaillé (Henri Rochefort, Renaud Camus notamment) apparaissent en effet d'abord comme des « littéraires ». L'usage du langage joue-t-il, selon vous, un rôle particulier pour l'extrême droite par rapport aux autres courants politiques ? Cet usage a-t-il évolué au fil du temps ?**

Il existe en effet, comme je le signalais précédemment, une affinité particulière entre certains styles d'écriture et les discours d'extrême droite. Le style, la rhétorique, la manière d'ordonner le monde par le langage ne sont pas accessoires : ils sont au cœur du dispositif idéologique, à tel point qu'on peut parler parfois d'une véritable mise en littérature du politique. La forme est souvent indissociable du fond. Il ne s'agit pas simplement d'exprimer une vision politique du monde, mais de la styliser, de la mettre en scène, parfois même de la dramatiser à travers un travail intense sur la langue.

C'est ce que l'on observe très clairement avec les pamphlétaires de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et, *a fortiori*, dans les années 1930 avec des figures comme Céline bien sûr. Ses pamphlets antisémites d'une violence extrême montrent comment le racisme peut littéralement s'incarner dans une langue, dans un rythme, dans une pulsion verbale. Le style devient un levier de politisation affective, une manière d'imprimer au réel une tonalité remplie d'émotions négatives, de dénonciation, de colère et de ressentiment. Par nature, le pamphlet argumente moins qu'il ne choque, n'ironise, n'hyperbolise ou n'invective. Il mobilise, pour reprendre les mots de Marc Angenot, une véritable « vision crépusculaire du monde » (Angenot, 1982, p. 344-346), qui s'exprime dans une rhétorique surchargée, fortement émotionnelle. Cette logique a été également très bien analysée par Vincent Berthelier dans son travail, issu de sa thèse, sur le style réactionnaire (Berthelier, 2022). Il montre que ce dernier s'appuie moins sur un contenu idéologique cohérent que sur des effets d'écriture : il s'agit de produire une tonalité, une posture, un *ethos* plus qu'un programme.

Ce rapport très particulier à la langue se manifeste de manière exacerbée chez Renaud Camus. Son autorité ne repose pas sur une prétention à la scientificité ou sur des démonstrations chiffrées, mais sur un *ethos* littéraire fondé sur la pureté linguistique, le respect des formes classiques, la lutte contre les néologismes, les anglicismes ou encore la « déculturation » supposée de la jeunesse. Il oppose systématiquement une langue noble, raffinée, enracinée dans la tradition, à une langue dégradée, affaiblie par la modernité démocratique. Son *Répertoire des délicatesses du français contemporain* (2000) est emblématique de cette posture : il y recense ironiquement des expressions qu'il juge fautives ou vulgaires, y voyant les signes d'un effondrement culturel généralisé. Il parle même de « petit remplacement » culturel, en écho au « grand remplacement » démographique, signe que, chez lui, la langue devient le terrain symbolique d'une lutte plus large contre la modernité.

Ce lien entre écriture et idéologie participe aussi d'une volonté de distinction : il ne s'agit pas seulement de dire ce que les autres ne disent pas, mais de le dire mieux, avec plus de hauteur, plus de style. Le langage est ainsi mobilisé pour produire une forme de supériorité symbolique sur les adversaires politiques, perçus comme vulgaires, incultes ou « idéologues ». On retrouve cette posture chez d'autres auteurs contemporains comme Michel Houellebecq, Alain Finkielkraut ou Richard Millet, qui, chacun à leur façon, font du style une manière de résister à ce qu'ils présentent comme un nivellement culturel imposé par la démocratie.

Ce rapport au langage n'est cependant pas figé. Il évolue avec les cadres juridiques et les supports médiatiques. Drumont ou Céline pouvaient tenir un discours antisémite frontal, sans détour. Aujourd'hui, au contraire, l'existence de lois qui sanctionnent en France et plus généralement en Europe les propos racistes, antisémites, sexistes, etc., n'a évidemment pas fait disparaître ces discours, mais elle en a déplacé les formes. La haine passe moins souvent par l'invective directe que par l'ambiguïté, l'ironie, le sous-entendu, un prétendu second degré. Les mots sont souvent choisis de façon à pouvoir toujours être déniés, relativisés, retournés contre ceux qui les critiquent. Ce qui ne signifie pas que le discours se soit toujours adouci. Dans d'autres espaces, notamment avec la montée en puissance des réseaux numériques, on assiste à une simplification, voire une brutalisation du discours d'extrême droite. Ce qui change, ce sont donc les styles et les tactiques ; ce qui demeure, c'est une attention extrême portée aux mots, aux slogans, aux formules et aux images qui polarisent et qui frappent. Il s'agit moins de convaincre que de marquer les esprits, d'imposer une vision du monde par la force du verbe.

C'est pourquoi, à mon sens, le discours d'extrême droite ne peut être étudié sans une attention fine à ses formes langagières. C'est là que réside une part essentielle de sa force : dans sa capacité à dire politiquement les inquiétudes par le biais d'un style. La langue devient un véritable champ de bataille idéologique, comme Cécile Alduy l'a d'ailleurs très bien montré dans un article récent de la revue *Mots* (Alduy, 2024). Elle parle à ce sujet d'un « grand remplacement

lexical » pour désigner la manière dont l'extrême droite cherche à imposer son vocabulaire, et donc sa pensée, en diffusant des expressions comme « ensauvagement », « islamo-gauchisme » ou bien « grand remplacement », tout en en disqualifiant d'autres à travers, par exemple, des suffixations dépréciatives telles qu'« égalitarisme », « droits-de-l'homisme », « européisme » ou « immigrationnisme ».

**7) Vous faites valoir avec Cécile Leconte que Renaud Camus a procédé à une « esthétisation d'une pensée politique ». Son discours prendrait en effet appui sur une « conception littéraire du monde » et non sur une conception objective de celui-ci. Or les « concepts » de Renaud Camus, et notamment celui de « grand remplacement », abreuvent largement la pensée politique d'extrême droite. Comment peut-on expliquer le « succès politique » d'une telle manière de penser et de (se) représenter le monde social ?**

Renaud Camus ne se présente pas comme un théoricien, ni même comme un intellectuel au sens classique du terme, mais comme un écrivain, un artiste de la langue. Il revendique une « conception littéraire du monde », pour reprendre ses propres termes, qui fait de la sensibilité esthétique le prisme à travers lequel il perçoit la société. Cela se traduit par un imaginaire très particulier, où la beauté, l'harmonie, l'ordre sont constamment opposés à la vulgarité, à la laideur, au désordre qui seraient les effets du « grand remplacement ». Le monde social n'est pas décrit à partir de statistiques, mais à travers des scènes, des émotions, des paysages altérés. L'impact de cette approche tient précisément à sa force d'évocation : elle ne convainc pas par la démonstration, mais par l'impression. Elle n'explique pas, elle montre, elle fait sentir.

Ce que nous avons voulu analyser avec Cécile Leconte, c'est la capacité de cette écriture à produire des résultats politiques puissants, non pas malgré, mais grâce à son caractère littéraire ou à son imaginaire. Le succès du pseudo concept de « grand remplacement » ne repose pas sur sa robustesse empirique, mais sur sa capacité à ordonner le réel en un récit totalisant, émotionnellement mobilisateur. Il fonctionne en somme comme un « mythe » moderne : une structure narrative simple, lisible, répétable et capable de produire un effet de croyance. Elle fabrique une grammaire de la peur et de la rancœur, dans un langage accessible et frappant. C'est cette efficacité discursive, et non scientifique, qui favorise la diffusion de cette locution bien au-delà du cercle camusien, jusqu'à contaminer les discours médiatiques et politiques dominants.

Le succès politique de cette rhétorique tient aussi à sa performativité : en énonçant le « grand remplacement », Camus ne décrit pas une réalité objectivable, il en crée une perception. Il offre à certains groupes sociaux une clé de lecture du monde qui confère du sens à leur insécurité, leur déclasserement, leur sentiment de perte. C'est pourquoi il est essentiel que les sciences sociales déconstruisent ces formes discursives, non pour les censurer, mais pour en révéler les ressorts, les effets, les usages.

Mais ce succès ne tient pas bien sûr qu'à la logique interne du discours de Camus. Il résulte aussi de sa circulation sociale, de sa reprise par une pluralité d'acteurs (éditorialistes, acteurs politiques, militants, youtubeurs, etc.) qui ont largement contribué à autonomiser la formule. Comme nous l'avons montré avec Cécile Leconte, le syntagme « grand remplacement » fonctionne désormais comme un slogan flottant, mobilisé bien souvent sans référence explicite à Camus, voire indépendamment de ses écrits. Il agit comme un raccourci idéologique, une expression cristallisante, qui permet d'évoquer des représentations anxiogènes de la société dans un langage immédiatement reconnaissable. Cette décontextualisation contribue à sa plasticité, à sa capacité à être réinvesti dans des registres très variés. C'est pourquoi il faut comprendre son succès comme un processus collectif, qui implique toute une chaîne de circulation, de reformulations et de réappropriations et non comme le simple effet d'un auteur isolé.

**8) À propos, d'ailleurs, du « concept » de « grand remplacement », vous soulignez aussi que Renaud Camus précise n'avoir « aucune espèce de preuve » lui permettant de valider sa thèse. Cela ne l'empêche pas d'en défendre la pertinence en ce qu'il peut correspondre à un « regard » jeté sur notre époque. Dans la mesure où les sciences sociales s'attachent à forger des concepts pour décrire la réalité de manière adéquate, doit-on considérer que l'idéologie d'extrême droite est fondamentalement opposée aux sciences sociales ?**

Il existe, de fait, une tension profonde entre les logiques de l'idéologie (ou des idéologies) d'extrême droite et les exigences des sciences sociales. Partout où l'extrême droite accède au pouvoir (en Hongrie, au Brésil, aux États-Unis, etc.), les sciences sociales figurent parmi les premières cibles. Il y a là une dynamique qui n'est pas inédite (souvenons-nous de la situation des sciences sociales en France sous Vichy, cela a fait l'objet d'un bel article de Francine Muel-Dreyfus, Muel-Dreyfus, 2004 ), mais qui prend de nouveau aujourd'hui des formes particulièrement radicales. Les sciences sociales sont perçues comme des obstacles à la vérité, non parce qu'elles seraient fausses, mais parce qu'elles prétendent objectiver un monde que l'idéologue veut saisir de manière intuitive, voire prophétique.

Toutefois, cela ne signifie pas que l'extrême droite rejette tout discours savant. Au contraire, elle en mime souvent les codes : elle cite des chiffres, convoque des disciplines comme la démographie, l'histoire ou l'anthropologie, se réclame même d'une certaine objectivité. Mais cette mimétique relève davantage d'une stratégie de légitimation que d'un véritable rapport critique à la réalité. Il ne s'agit pas de comprendre la société dans sa complexité, mais de valider un diagnostic préalable, déjà fixé.

Dans le cas de Renaud Camus, cette logique atteint un sommet. Son regard sur le monde est revendiqué comme littéraire, subjectif, esthétique. Il oppose à la froideur factuelle des sciences sociales la sensibilité du style, la puissance de la littérature, qui serait seule capable, selon lui, de dire le réel dans sa vérité profonde. Il affirme ainsi, comme il l'écrit dans un de ses derniers essais paru en 2022, qu'un roman de Michel Houellebecq contient plus de vérité que trois cents volumes de sociologie. Ce rejet de la démonstration scientifique est au cœur de sa posture. Camus refuse d'entrer dans un champ où son discours pourrait être réfuté. Il disqualifie par avance toute contradiction, en assimilant les sciences sociales à système de mensonge ou de censure. Il qualifie ainsi les chercheurs, les médias, les juges de « bloc négationniste-génocidaire ».

Cette posture n'est pas sans rappeler là encore celle d'Édouard Drumont à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Lui non plus, tout en se revendiquant parfois sociologue ou historien, ne prétendait démontrer rationnellement ses thèses : il affirmait que la vérité ne pouvait plus être dite, tant les institutions (presse, université, assemblées politiques, etc.) étaient perverties. Il disait préférer faire confiance aux témoignages populaires, à des anecdotes invérifiables qu'aux arguments issus du monde savant. Il ne cherchait pas à produire des preuves, mais à solliciter la connivence, le « bon sens » supposé du lecteur. Ce dernier n'avait pas à être convaincu, il était censé savoir déjà ou, du moins, ressentir la vérité supposée du propos.

Ce que l'on retrouve chez ces deux auteurs, bien qu'éloignés dans le temps, c'est une rhétorique de l'évidence : la vérité ne se démontre pas, elle se ressent. On ne cherche pas à convaincre, mais à provoquer une adhésion émotionnelle immédiate, en court-circuitant toute mise à distance. Ce régime discursif rejette la complexité, la pluralité des causes, la réflexivité, autant de piliers de l'épistémologie des sciences sociales. Les sciences sociales travaillent contre les prénotions là où l'idéologie, elle, les érige en dogmes.

Mais ce hiatus appelle précisément un travail sociologique. Il ne suffit pas d'opposer des faits à des fantasmes, des chiffres à des impressions. Il faut interroger la puissance d'attraction de ces discours, les raisons sociales d'adhésion à ces idéologies : pourquoi ces visions du monde séduisent-elles ? Pourquoi une partie, peut-être croissante, de la population préfère-t-elle ces récits à des analyses scientifiquement fondées ? Quels manques, quelles angoisses, quelles blessures sociales ou identitaires ces discours viennent-ils capter ? La tâche des sciences sociales est de comprendre et d'expliquer les conditions de possibilité de ces discours et leur efficacité sociale.

C'est pourquoi défendre les sciences sociales aujourd'hui, ce n'est pas seulement défendre une discipline, mais une certaine idée du savoir et du débat démocratique. Un débat qui accepte l'incertitude, la complexité, le désaccord, contre les discours qui veulent imposer une vérité unique, immédiate et incontestable. Et l'on peut s'inquiéter que cette défiance ne vienne pas (ou plus) seulement de l'extrême droite : dans de nombreux pays, y compris en France, les sciences sociales voient leur place marginalisée dans les cursus scolaires (comme l'a montré la dernière réforme du lycée), leur parole minorée dans l'espace public, leur légitimité constamment contestée.

## Bibliographie

**Alduy C.**, 2024, « Le «grand remplacement» lexical : enjeux sémantiques, performatifs et démocratiques de «la bataille des mots» à l'extrême droite, du Front national à Éric Zemmour », *Mots. Les langages du politique*, vol.°136, p. 23-40.

**Angenot M.**, 1982, *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot.

**Berthelier V.**, 2022, *Le style réactionnaire. De Maurras à Houellebecq*, Paris, Éditions Amsterdam.

**Foucault M.**, 1971, *L'ordre du discours : leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard.

**Habermas J.**, 1993 [1962], *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. de l'allemand par M. B. de Launay, Paris, Payot.

**Leconte C., Passard C.**, 2024, « Comment devient-on un intellectuel d'extrême droite ? Le cas Renaud Camus, idéologue du «grand remplacement» », *French Politics, Culture & Society*, vol.°42. En ligne : <https://doi.org/10.3167/fpcs.2024.420203>

**Muel-Dreyfus F.**, 2004, « La rééducation de la sociologie sous le régime de Vichy », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 153(3), p. 65-77.

**Noiriel G.**, 2019, *Le venin dans la plume. Édouard Drumont, Éric Zemmour et la part sombre de la République*, Paris, La Découverte.

**Passard C.** (dir.), 2024, *Les idées politiques comme faits sociaux*, Neuilly, Atlande.

**Sapiro G.**, 2018, *Les Écrivains et la politique en France, de l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil.

**Sapiro G.**, 2023, « Stratégies internationales de polémistes français d'extrême droite : perspective socio-historique », *Revue des sciences humaines*, vol.°351, p. 17-34. En ligne : <https://doi.org/10.4000/rsh.3249>